

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°343 - VENDREDI 23 FÉVRIER 2018

## LE POIVRIER

Wauquier vient de téléphoner à Sarkozy.  
Savent-ils si quelqu'un les écoutait? ●

## AGENDA MILITANT

→ 27 février

Montluçon [Changer de politique de la santé](#)

→ 2 mars

Paris [Mai 68 vu des Suds](#)

→ 1<sup>er</sup>-17 mars

Rennes [Clotilde Vautier, plasticienne](#)

→ 10 mars

Paris [Les luttes d'aujourd'hui ont besoin de la perspective d'un autre demain](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Culture

[L'ARDEUR, 20<sup>e</sup> Printemps des poètes](#)

→ Emancipation



[Mai 68 au fil des pages](#)

→ Vidéo

[Un mort à la Défense](#), Elise Doucet

## On va gagner !

**O**n va gagner. C'est sûr car nécessaire et indispensable pour la survie de l'Humanité. Mais quand ?

Aujourd'hui la macronie surfe sur une idéologie dominante, l'idée qu'il y a trop de dépenses publiques, trop de services publics, trop de mutualisation socialisante, pas assez de mutualisation pour faire des économies, pas assez de liberté d'entreprendre et d'exploiter, pas assez de libertés individuelles à cause des contraintes collectives ... Fort de cette pensée unique le gouvernement exécute le service public de santé, la SNCF, le service public du logement, l'autonomie des communes, le Bac comme porte d'entrée à l'université...

Tout cela avec la force de l'évidence, de l'inéluctable, de l'impossibilité de faire autrement.

2018 rime avec 68 dit-on ! Vivement 2019 ! Plus sérieusement, rien ne dit que nous allons avoir la chance de connaître de grandes révoltes. Rien ! Mais rien ne dit le contraire non plus. Il faut entendre ces jeunes cadres qui doutent, qui s'insurgent sur la perte de sens de leur activité professionnelle, de leur propre vie et choisissent de vivre autrement. Il faut entendre la jeunesse des quartiers qui cherchent un sens à sa vie, par des actions solidaires, fraternelles, parfois encadrées par des organisations confessionnelles, à l'échelle du quartier comme de l'international. Il faut entendre les artistes qui interrogent notre monde comme les retraités qui réalisent l'arnaque de la CSG. Il faut entendre le monde ouvrier qui grogne contre l'humiliation quotidienne de leur invisibilité sociale et politique.

Les ingrédients sont là pour une belle révolte populaire. Le "tous ensemble" peut renaître par la conscience partagée que la startup Macron va nous fracasser dans le mur de l'argent. Le tous ensemble peut renaître de la colère collective comme des rêves d'un autre monde, plus solidaire, plus apaisé, plus respectueux de notre Humanité et de la nature. Le tous ensemble peut balayer les esprits de boutique qui stérilisent notre combat politique. Rien n'est joué, mais jouons !

● Patrice Leclerc



# JE SUIS GHOUTA

**Je suis ghouta !** Avec le soutien de l'aviation de Vladimir Poutine, Assad-le-boucher procède actuellement à des bombardements massifs dans la Ghouta orientale, région antigouvernementale située en périphérie de Damas (Syrie). 400 000 personnes sont prises au piège, et des centaines de morts civils, dont de nombreux enfants, sont d'ores-et-déjà recensés par les organisations humanitaires et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les hôpitaux et les centres de soin eux-mêmes sont visés, comme pour signifier qu'il s'agit là d'anéantir la population. Nettoyage ethnique, massacres, autre Srebrenica, crime de guerre... les alertes internationales se sont multipliées ces derniers jours, les États seuls à même d'obliger le régime syrien et son allié russe à arrêter le carnage se contentant jusqu'à présent de déplorer les violences. Jusqu'à quand ?

**Cynisme.** Erdogan a engagé une nouvelle surenchère guerrière contre les Kurdes, dans l'enclave d'Afrin située au nord-ouest de la Syrie, afin d'empêcher coûte que coûte le maintien durable dans cette région de l'autonomie politique et militaire des Kurdes. Cela a pour effet que les Kurdes reçoivent le soutien d'Assad, le boucher syrien, désireux de contrecarrer l'influence turque. Assad a ainsi commencé, au début de cette semaine, à bombarder l'armée turque

et ses alliés. C'est bien sûr le triomphe du cynisme en géopolitique ; mais que peuvent-ils faire, ces ennemis de Daesh qui ont eu le soutien américain tant qu'ils servaient les intérêts géostratégiques US et qui maintenant sont abandonnés ?

**Corruption.** Alors que la police israélienne vient de recommander la mise en examen de Benjamin Nétanyahou, pour des affaires gravissimes de commissions occultes sur l'achat de sous-marins allemands, de nouveaux dossiers sortent dans la presse. Mouillant des proches du Premier ministre, ce sont des affaires de corruption, de promesses de dérégulation du secteur de la presse, en échange d'une couverture médiatique favorable de la part des principaux opérateurs de télécommunications, et aussi de promotions de hauts fonctionnaires en échange de l'enterrement de certaine enquêtes. Les manifestations se multiplient dans le pays, et près de la moitié des Israéliens souhaitent désormais le départ de Nétanyahou. Ça sent le roussi, mais qui tirent les ficelles ?

## Image de la semaine



**Austérité contre culture.** Le ministère dit de la Culture porte un coup bas à une scène francophone. « Faire disparaître le Tarmac, c'est choisir de détruire un théâtre populaire, ancré sur un territoire vaste et métissé. » (Le Tarmac). C'est aussi un signal négatif : encourager ailleurs la mise à mort de scènes ouvertes, les démarches qui ébranlent les murs. Plus sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net).

**Un tournant ?** L'histoire semble s'accélérer en Afrique du Sud. Après la démission de Jacob Zuma, le nouveau Président sud-africain, Cyril Ramaphosa, vient d'annoncer lors de son discours sur l'état de la Nation un plan d'urgence. Outre l'intensification des enquêtes pour rompre avec la corruption d'État, il a évoqué le développement de la redistribution des terres et l'introduction d'un salaire minimum de 244 euros dès le mois de mai. À suivre de près, tant l'ANC est tiraillée entre le peuple et les démons de son institutionnalisation.



**Pétaudière.** Moins d'une semaine après la fusillade dans un lycée de Parkland (Floride), Donald Trump a été mis sur la défensive par la mobilisation de nombreux jeunes Américains, qui dénoncent la libre circulation des armes dans le pays, et aussi la dépendance des politiques, notamment du Parti conservateur, vis-à-vis du lobby des armes, la National Rifle Association (NRA). Plutôt que de s'attaquer au problème, le Président américain envisage de demander l'interdiction des mécanismes permettant à un fusil de tirer en rafales. Il évoque la mise en place d'un âge minimum pour

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz,  
Philippe Stierlin

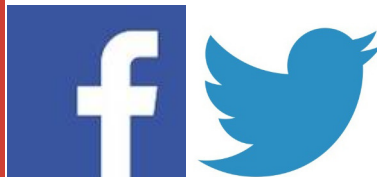
Chroniqueurs : Francis Combes,  
Catherine Destom-Bottin, Sylvie  
Larue, Patricia Latour, Stéphane  
Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte,  
Jean-Claude Faure, André Pacco.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)



## MEDIAPART



l'acquisition d'armes semi-automatiques à grande capacité. Et il envisage même un renforcement des contrôles des porteurs d'armes, notamment l'examen de leurs antécédents. Ainsi, les plus zinzins seront peut-être, à l'avenir, priés de se replier sur les carabines, fusils et simples pétards : (pas) de quoi décevoir les amateurs de feu d'artifice !



**Budget atomique.** L'austérité, c'est pas pour l'armée ! 37 milliards pour son armement nucléaire, c'est ce qu'Emmanuel Macron prévoit de consacrer, sur la période 2019-2025, à la modernisation de son arsenal. Sous-marins, systèmes porteurs de missile... le projet de Loi de programmation militaire (LPM) prévoit ainsi une hausse de 60 % des dépenses par rapport à la précédente. Ainsi, la France reste (à) droite dans ses bottes (et ses treillis), alors même que 122 États ont adopté en juillet dernier un Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (lire l'article de Bastamag, [ici](#)).

**Hypocrisie.** Que répond la députée Marie Guévenoux (En Marche) quand on lui demande ce qui motive la loi "pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif" ? Qu'on « a de très mauvais indicateurs (...) à la fois en matière d'accueil des demandeurs d'asile - quatorze mois en moyenne pour examiner une demande d'asile, c'est beaucoup trop -, des résultats peu satisfaisants sur la politique d'intégration et une politique d'éloignement qui, elle aussi, apparait peu efficace - 15 % réellement effectués ». Réduire les délais de prise en compte des demandes d'asile impliquerait des moyens pour qu'il ne s'agisse pas de développer un système de refus automatique des demandes, sur la base de dossiers que les demandeurs n'auront pas eu le temps de comprendre et de constituer. Mais, surtout, le vrai sujet concerne le nombre de personnes qui seront accueillies à l'avenir. En 2016, la France a accueilli au titre de sa politique humanitaire 29 000 réfugiés, contre 400 000 en Allemagne. Loin d'une révision de la politique française en la matière, le principal objectif gouvernemental est de développer les procédures d'éloignement des personnes. Et s'y ajoute la volonté d'étendre la durée maximale de la rétention de 45 jours à 90 jours, voire jusqu'à

## Coup de torchon



### Blanquer et Buzyn : même combat

Sous des dehors lisses et professionnels, les ministres Jean-Michel Blanquer et Agnès Buzyn ont un point commun : faire basculer au secteur marchand les activités les plus "rentables" de l'Éducation nationale et de la Santé. Ceux-là ne jurent que par "offre scolaire" ou "de soins".

Blanquer a ainsi expliqué à SOS Éducation (association proche de Sens Commun) que « sans aller vers des logiques de privatisation, on peut aller vers des logiques de délégation, qui permettent d'accomplir mieux le service public en responsabilisant davantage les acteurs ».

Buzyn, elle, ne change rien à la logique à l'œuvre dans son secteur. Alors qu'il faut une révolution dans un système de santé qui s'écroule, que le temps est venu de construire des centres de santé appliquant le tiers-payant intégral, sans dépassement d'honoraires et avec des professionnels de santé salariés, elle reste sur la vieille logique libérale qui a fait fermer 100 000 lits dans les hôpitaux en vingt ans et laissé mourir des gens sur des brancards. L'émblématique projet d'Hôpital Grand Paris Nord, qui implique la fermeture de Bichat et Beaujon, c'est ainsi et à nouveau 400 lits en moins. Avec à la clé la construction juste en face d'un hôtel hospitalier, à la charge principale des patients et des complémentaires, et non de la Sécurité sociale.

Pas d'argent ? La taxe de 12 % prélevée sur l'ensemble des salaires à l'hôpital rapporte 4 milliards € à l'État. Sa suppression pourrait créer directement 80 000 emplois dans les hôpitaux et les maisons de retraite. Le gouvernement a préféré supprimer l'ISF (4,5 milliards). C'est dire son sens de la justice sociale et de l'efficacité.

● Philippe Stierlin

135 jours, alors même que la France est régulièrement critiquée pour cette privation de liberté.

**Désobéissance.** Dans une lettre ouverte, un collectif de personnalités du monde des arts et de la culture vient d'interpeller la ministre de la culture, Françoise Nyssen, concernant le sort des exilés. Ils y exposent le sens de leur engagement auprès d'eux. Extraits : « Aujourd'hui il ne s'agit pas de faire des ateliers de théâtre ou de dessin. Aujourd'hui, Madame la ministre, nous luttons contre les pouvoirs publics, contre les injonctions et les blocages kafkaïens des administrations, contre les contrôles, contre les refus de protection des mineur.e.s, contre les violences policières. Aujourd'hui, nous nous retrouvons dans l'obligation morale de désobéir pour compenser l'indignité d'une politique migratoire parmi les plus inhumaines de notre histoire

contemporaine. (...) Aujourd'hui nous sommes devenu.e.s, ou nous allons devenir, par la force des choses, coupables de délit de solidarité, nous sommes passibles de sanctions pour aider, soutenir, de toutes les manières possibles, des gens en souffrance qui sont pourchassés de manière inique par l'État français ». Le texte intégral et la liste des signataires sont [ici](#).

**Immortelle.** Le Président directeur général de la France avait annoncé que Simone Veil, décédée en 30 juin dernier, allait entrer au Panthéon ; ce sera pour le 1<sup>er</sup> juillet prochain. C'est l'hommage républicain à cette femme, survivante de l'extermination, féministe et, en particulier, auteure de la loi légalisant l'interruption volontaire de grossesse. Profitons en pour faire le point : le Panthéon compte seulement 4 femmes sur 76 Immortels (comme on dit) : Sophie Berthelot, comme scientifique et épouse



## Délicieux Jusqu'à la garde



Terrifiant. Réaliste. Les deux à la fois, voilà ce qui fait la force du premier long métrage de Xavier Legrand. Et l'on sort bouleversé par les trois acteurs principaux - Léa Drucker, Denis Ménochet et le jeune Thomas Gioria - extraordinaires de sincérité. Si l'on ne savait pas déjà, à peu près, ce qu'est un huit-clos de maltraitance familiale, ce film pourrait changer notre vie.

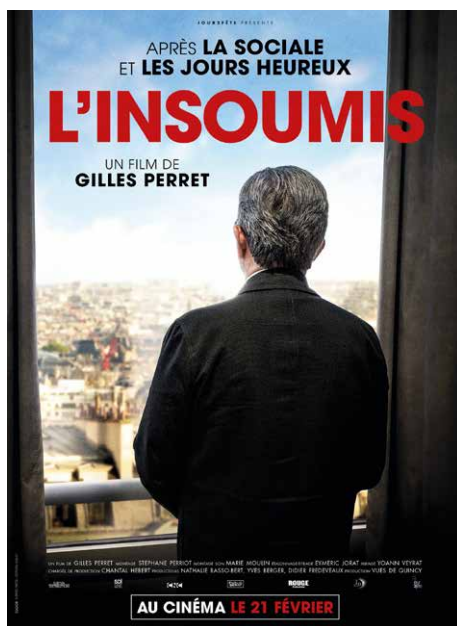
Un couple a divorcé, c'est la lutte pour la garde du jeune fils, 11 ans. Qui ment, entre la mère et le fils d'un côté et le père accusé de violences ? Un temps de doute, et on se place vite du côté maternel. Cependant, on voit aussi que ce père inexcusable n'est que l'expression d'un mal de vivre profond, une dépression qui le fait osciller entre une image de soi destructrice et l'affirmation virile qu'il pourrait diriger, imposer. Julien, l'enfant, est tout à la fois la victime de ce regard et de ce corps massif d'homme malheureux qui voudrait sans cesse qu'on l'excuse, et le protecteur de sa mère, femme terrifiée et pourtant courageuse. Grand moment de cinéma, le visage de Julien passe d'une colère immense contre le bourreau - une haine parfaitement légitime ! - à la peur, une peur infinie qui nous bouleverse. On devra l'issue libératrice, qui ne nous fait pas oublier qu'en France une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint, à une voisine anonyme, qui ne sera pas remerciée.

● Gilles Alfonsi

du chimiste Marcellin Berthelot, la physicienne Marie Curie, la résistante Germaine Tillion et la résistante et militante contre la pauvreté Geneviève de Gaulle-Anthonioz. Au rythme actuel, la parité sera atteinte... d'ici quelques siècles !



**Périphérique.** Très médiatisée, l'opération de comptage des sans-abris a permis d'en dénombrier 3 000, selon la Mairie de Paris. C'est un peu plus (lol) que le dénombrement du gouvernement, qui estimait leur nombre à 50. Cependant, il conviendrait, comme pour les sondages, d'estimer le nombre d'ignorés. Et surtout, il pourrait être envisager d'estimer aussi le nombre de sans-abris dans la Région Île-de-France, voire au niveau national. Ainsi, on aurait confirmation que des dizaines de milliers de personnes sont sans abri dans notre beau pays. Complétons : en général, elles font partie des 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Et donc ?



**Censure.** Sortie dans une quarantaine de salles ce mercredi, *L'Insoumis*, documentaire de Gilles Perret sur Jean-Luc Mélenchon, est absent de plusieurs salles (dont les salles MK2), et même de certaines qui l'avaient pourtant programmé. Jean Mizrahi, propriétaire du cinéma d'art

et essai les Variétés, à Marseille, a justifié la censure en expliquant que le film « ne prend aucune distance vis-à-vis de son sujet, mais constitue plutôt un panégyrique ».

**Autisme institutionnel.** La Haute Autorité de santé vient de publier de nouvelles recommandation concernant la prise en charge de l'autisme, soulignant l'urgence de « favoriser un diagnostic précoce » afin de permettre une prise en charge rapide des enfants concernés. Petit problème : les délais actuels entre diagnostic et suivi sont considérables, plusieurs mois aussi bien au sein des CMPP comme des centres ressources autisme (CRA). L'institution publique constate aussi la détérioration des conditions de vie des personnes adultes autistes car « l'offre d'accompagnement des adultes autistes est moins développée et structurée que pour l'enfant ». Ainsi, il faudrait tout à la fois favoriser l'accompagnement des personnes autistes à domicile et développer l'offre en institutions spécialisées. À part ça, on attend qu'un ministre nous dise que tout ceci n'est pas un problème de moyens...



**Rencontre.** Écrire, résister, créer : ça se passe le **26 février** à partir de 18h45 à Paris, mais l'auteur est disponible pour des initiatives ou des débats autour de ce roman ou de ses thèmes. *Cerises* lui transmettra vos propositions.

**Héritage.** À la suite des affrontements intra-familiaux de la famille Halliday et dans un esprit de promotion de la paix et de justice sociale, *Cerises* propose que la fortune de Johnny soit consacrée à des initiatives de solidarité envers les migrants, de lutte contre la pauvreté et de promotion de la culture. Nous n'oublions pas en effet que le titre de l'une des grandes chansons de Jean-Philippe Smet, quand il était jeune, a été : "Je suis né dans la rue"... ●

## LE SANDWICH

# Dépénaliser l'usage de drogue, légaliser le cannabis

**Alors que le gouvernement envisage de réprimer autrement l'usage de drogues, une alternative devrait être mise en discussion : une rupture avec la politique de prohibition, au profit de politiques préventives et éducatives.**

Combien de temps, combien de temps encore ? Depuis le 31 décembre 1970, en France, l'usage de stupéfiants est l'objet de deux réponses : une réponse pénale (répressive) et une réponse sanitaire. L'utilisateur est consacré délinquant ou malade : il est passible d'une peine de deux mois à un an de prison et peut être placé « *sous la surveillance de l'autorité sanitaire* ». Ainsi, chaque année, ce sont environ 120 000 personnes qui sont interpellées pour une infraction à la législation sur les stupéfiants, conduisant plus de 50 000 condamnations judiciaires (dont une forte majorité pour usage simple). Bonjour l'embolie pour les services de police comme pour les tribunaux ! Preuve de l'échec de la répression, sur le temps long, les chiffres restent énormes : aucun effet dissuasif de la loi et, au contraire, une impression commune de son caractère surannée - elle relève d'une époque où l'objectif proclamé était d'éradiquer l'usage de drogues.

### Des usages massifs et diversifiés

Loin d'être un bloc homogène auquel il s'agirait de faire face, les usages de produits psychotropes sont extrêmement variés. Ainsi, s'agissant du cannabis, les usagers occasionnels sont plusieurs

millions : sur 13 à 17 millions de personnes l'ayant expérimenté, 4,6 millions en font usage aujourd'hui, dont 39 % des jeunes de 17 ans, selon la dernière étude de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT, lire [ici](#)). Les usagers réguliers sont 1,4 million, dont 1 sur 5 environ a un "usage problé-

**Au lieu de préparer la mise en place d'un système d'amendes, qui signifie transformer une partie des policiers en "pervenches de la drogue", c'est un changement de paradigme qu'il faut porter, en faveur de l'éducation et de la prévention**

matique". Ainsi, si l'on ne saurait ignorer les dommages d'une forte consommation sur une minorité des usagers, on ne saurait nier le fait que les usages sont très largement récréatifs. D'autres produits stupéfiants méritent une attention,

en particulier du côté de certains usages des drogues de synthèse et aussi du retour, ou du maintien, des usages durs de drogues à forte dépendance. Et surtout, il faudrait en finir avec une vision qui diabolise les stupéfiants (les drogues interdites) tandis que l'abus d'alcool et l'abus de tabac continuent, malgré les hausses de prix pour le second, leurs ravages sanitaires et sociaux. Qu'on y songe, 10 % des adultes sont en difficulté avec l'alcool, qui est la deuxième cause de mortalité prématurée. Un quart des jeunes présentent des signes de dépendance moyenne ou forte au tabac et, chaque année, environ 70 000 morts sont dus à la consommation excessive de tabac.

Depuis des années, l'idée que la politique de la drogue doit s'asseoir sur un triptyque entre répression, soins et prévention a en fait servi à justifier une prédominance de la répression, un dispositif de soin étriqué et une prévention extrêmement faible. Et à mettre de côté l'enjeu essentiel de l'accompagnement social. Pendant des années, on débattait de manière véhémement sur la part de l'une ou l'autre de ces actions : "plus de répression !", clamait la droite, accusée par la gauche de surenchère démagogique, "plus de soins !", affirmait



la gauche, accusée de laxisme par ses adversaires. Ce non-débat a abouti à... ne rien changer, en dépit de multiples études et rapports montrant l'inefficacité de la guerre à la drogue. Pendant ce temps, la société n'attendant rien des institutions, tout le monde ou presque fume son pétard, et les policiers se déconsidèrent à faire la chasse aux joints. Au passage, la politique de répression de l'usage de stupéfiants va avec les contrôles au faciès, non parce que les usages seraient plus modestes chez les riches mais parce que l'action de la police est socialement orientée.

### La prévention et l'éducatif au cœur des politiques publiques

Le premier axe d'une nouvelle politique des drogues, c'est de changer l'échelle et aussi la conception des politiques éducatives et préventives. Changer d'échelle, parce que les moyens qui y sont dédiés sont notoirement insuffisants, et que les actions, tant institutionnelles qu'associatives, ne touchent que certains publics. De fait, l'action publique, qu'il s'agisse de prévention primaire ou de prévention secondaire (celle qui s'adresse aux déjà consommateurs), est ponctuelle, parcellaire... et donc incapable de peser sur le cours des choses. Mais aussi changer la conception même des politiques publiques, à différents titres : elles doivent s'adresser beaucoup plus tôt aux jeunes ; elles ne doivent pas être punitives mais éducatives, non pas normatives mais citoyennes, non pas dire le vrai et le bon mais mettre chacun en situation de se déterminer. C'est le b.a.-ba de l'éducatif et de la prévention.

Dans le rapport d'information qu'ils viennent de rendre à l'Assemblée nationale (lire [ici](#)), les députés Eric Poulliat (En Marche) et Robin Reda (LR) proposent une évolution de la répression, avec la mise en place d'un système d'amendes forfaitaires aux usagers... Une manière, veulent-ils croire, de faire avancer les

choses tout en évitant l'accusation de laxisme. Or, le vrai sujet, c'est non seulement d'admettre qu'il n'y a pas de société sans drogues, ce qui, avec la réduction des risques, est la seule avancée que nous avons connue dans ce domaine au cours des 30 dernières années, mais d'en tirer des conséquences pratiques : ce n'est pas "la drogue" qui pose problème mais certains usages de produits psychotropes dans certains contextes, sociaux et personnels ; il faut une approche globale du sujet car la consommation de stupéfiants et celle de produits licites sont associés ; l'enjeu principal est que chacun soit mis en situation d'éviter des pratiques addictives.

## Un mouvement mondial en direction de la dépenalisation et de la légalisation du cannabis est amorcé. La France va-t-elle rester bloquée dans ses certitudes prohibitionnistes ou changer de logique ?

### Dépenalisation de l'usage de toutes les drogues

Une réforme digne de ce nom doit porter une sortie de la prohibition, en envoyant un signal fort à la société : l'objectif de l'action publique n'est pas de punir mais de contribuer à ce que chacun puisse connaître les risques liés à la consommation et à l'abus de drogues, d'accompagner ceux qui sont en difficulté de ce point de vue (avec un accompagnement qui ne soit pas seulement sanitaire). Quand 70 % des jeunes ont consommé du cannabis, il n'y a aucun effet dissuasif de la pénalisation : elle ne sert qu'à faire semblant, à maintenir un affichage politique. À l'inverse, l'action publique peut délivrer un message de confiance à la

société, aux jeunes, et aussi un message pour soutenir les acteurs - associatifs, professionnels... - de la prévention, au lieu de diaboliser les drogues.

### Légalisation du cannabis

De nombreux pays ont compris que la répression de l'usage de cannabis est inefficace et contreproductive, et ont modifié leurs législations ou s'appêtent à le faire : légalisation parfois (comme dans plusieurs États américains, et le Canada en juillet prochain), dépenalisation dans 35 pays (dont 19 pays de l'Union européenne !) représentant 15 % de la population mondiale. Ainsi, un mouvement mondial est amorcé, tandis que la France est à la traîne. De fait, la légalisation a plusieurs avantages, en plus de ceux évoqués précédemment concernant la dépenalisation. Elle contribue à relégitimer une action publique centrée sur les vraies questions. Elle permet de contrôler la qualité des produits. Elle casse l'économie souterraine de la drogue, et l'influence économique des trafiquants. Au lieu de préparer la mise en place d'un système d'amendes, qui signifie transformer une partie des policiers en "pervenches de la drogue", c'est un changement de paradigme qu'il faut porter.



● Gilles Alfonsi

### Pour aller + loin

Le texte de la loi française du 31 décembre 1970, toujours en vigueur, [ici](#).

Légalisation et dépenalisation du cannabis dans le monde, [ici](#).

La partie du programme de la France insoumise en faveur de la légalisation du cannabis, [ici](#).



# Un positivisme totalitaire

Faisant écho à la révolution industrielle, le positivisme décréait que le progrès humain découvrirait automatiquement des techniques. Si le soviétisme a emboîté le pas, tel n'était pas l'avis de Marx, dénonçant le fait que le travailleur devenait l'appendice de la machine. La technologie n'est jamais neutre. Elle implique des choix. Se développant sur les ruines des utopies du XX<sup>e</sup> siècle, le numérique devient le nouveau mythe de l'avenir. S'il est une prodigieuse invention, considérer qu'il suffit d'être nouveau pour être unilatéralement porteur de progrès, est une idéologie : Hiroshima ou la NSA l'illustrent.

On a beaucoup évoqué le rôle d'Internet dans les printemps arabes. C'est vrai. Mais attention au mythe quand on sait que le réseau avait été gelé à 90 % . S'il est un outil incontestable, il ne peut se substituer aux contacts humains et au temps de lecture sur papier. Ne sommes nous pas en train de passer de la croyance envers les institutions à la croyance en la technologie ? La mise en réseau est souvent présentée comme la réponse suffisante au rejet du pyramidal. Mais qui dit réseau, dit tête de réseau, nous démontrent Google ou les propriétaires de FaceBook. Subrepticement, un petit nombre d'individus est en train de concentrer d'énormes pouvoirs.

Il s'agit, comme dirait La Boétie, de rendre la servitude non seulement volontaire mais ludique. Alors que la loi interdit aux administrations de communiquer leurs informations entre elles, les données captées par nos clics sont toutes concentrées par le *Big Data*. L'entrée dans l'ère de la connexion permanente, l'usage de ce que l'on appelle les entités communicantes, comme les compteurs Linky, font de nous la meilleure agence de renseignement sur nos propres agissements et pensées. Science-fiction ? En reboutant ma télévision par

satellite, je vois apparaître sur mon écran, les types de films que j'ai tendance à voir et je lis que désormais je peux être prévenu à l'avance de leurs passages. En Grande Bretagne, un programme permet de suivre la prise ou non de médicaments connectés ou du minimum d'exercice physique et de décider du remboursement ou pas. L'élection d'Obama s'est appuyée sur une analyse des attentes les plus intimes ainsi récoltées. Des programmes de "sécurisations prédictives" traitent les informations reçues des zones ou de populations dites à risques et dégagent un nouveau concept juridique : le délit d'intention. Au détriment de la preuve,

l'acte n'étant que supposition. Science-fiction ? Nice est équipée de près de 1 000 caméras pour repérer automatiquement tout comportement suspect : trop agité, trop immobile, marcher à contre-courant de la foule..., la police du Kent et l'Allemagne sont également équipées. Qui décide ce qu'est un comportement suspect ?

L'individu n'est pas seulement épié et osculté, d'après des neuropsychologues son intellect est retravaillé. Alors qu'il a besoin de temps lent pour se construire comme être social, la course au

résultat brut plus qu'à l'analyse, l'avalanche de données plus que leurs constructions éloignent le sujet de sa projection dans le temps et du besoin d'approfondir. Ce, au moment où on nous prône l'adaptabilité. Il est aussi déprécié : l'intelligence artificielle compenserait les insuffisances et faiblesses humaines.

Vers quoi allons-nous ? Nous ne reviendrons pas en arrière. Mais il y a une course entre la construction d'un pouvoir opaque et discrétionnaire et celle d'une vraie démocratie réellement entre les mains des citoyens.

**Alors qu'il a besoin de temps lent pour se construire comme être social, la course au résultat brut plus qu'à l'analyse, l'avalanche de données plus que leurs constructions éloignent le sujet de sa projection dans le temps et du besoin d'approfondir.**

● Pierre Zarka

